

Contre Attaque voleur et raciste ... du RN ...

MESSIHAGATE : DEUX CAGNOTTES PILLÉES ET UN EMPLOI FICTIF

– Qui dit mieux ? –

Sourire angoissant, regard mauvais et voix insupportable. Jean Messiha est l'un des porte-paroles médiatiques de l'extrême droite française depuis des années. Il multiplie les propos racistes, les insultes en direct et les mensonges. Il appelait par exemple à «exterminer les antifas» il y a quelques semaines, à «expulser» des militants antiracistes, il tape sur les «féministes moisiés» et «l'islamisation». Rien n'est trop infâme pour ce personnage qui a fait de la haine son fond de commerce. Il défend ouvertement les violences policières et estime qu'une «idéologie gouverne la France depuis 40 ans pour la défranciser». Plus amusant, il pourfend les «assistés» et les «profiteurs». Alors qu'il est l'un des pires escrocs de la classe politique, qui en compte pourtant beaucoup.

Il vole la veuve et l'orphelin

Derrière ses grands discours, Messiha détrousse littéralement des veuves. Il a empoché près de 44.000 euros d'une cagnotte lancée en 2024 pour les compagnes d'agents pénitentiaires tués en exercice. Il a non seulement instrumentalisé des cadavres et manqué de respect à leurs compagnes endeuillées, mais il a aussi menti aux milliers de donateurs et donatrices. Face à la polémique, il affirme qu'il «vient enfin de restituer les fonds» aux plaignantes.

Pourtant, il y a encore deux jours, il assurait qu'il s'agissait d'une «erreur» de la plate-forme GoFundMe : «Je n'ai jamais été bénéficiaire de cette cagnotte ni demandé à l'être, à virer les fonds sur mon compte». Il aurait donc mis deux ans à se rendre compte que 42.000 euros ont été versés par maladresse sur son compte bancaire. La plateforme a démenti catégoriquement : Messiha avait bien

retiré volontairement l'argent sans le verser à ses bénéficiaires légitimes.

L'avocat d'une des veuves explique : «On a re-sollicité la plateforme et on a eu un mail très clair : dans les jours qui ont suivi l'attaque, entre le 15 et le 19 mai 2024, il a reçu pratiquement la somme de 39.000 euros sur son compte en banque». Il ajoute : «Il est regrettable qu'il ait fallu attendre que M. Messiha soit mis en cause pénalement, et publiquement – en raison de la médiatisation de cette affaire – pour qu'enfin, il procède à la restitution des dons recueillis». Il conclut : «Cela n'en est que plus cynique, et n'affecte en rien la réalité de l'infraction pénale dénoncée. Il devra répondre de ses actes».

Le journaliste Clément Garin pointe une escroquerie dans l'escroquerie : si Messiha a restitué 42.000 euros, ce n'est pas le montant exact de la cagnotte, qui s'élevait à 44.352 euros au moment de sa clôture. Même en prétendant réparer son tort, le propagandiste ne peut pas s'empêcher de prélever une commission. En piquant dans les poches des veuves, encore.

Une deuxième cagnotte pillée

L'affaire devient tragi-comique quand on apprend qu'une deuxième cagnotte du même homme n'a pas été honorée. En 2024 toujours, Messiha lance un autre appel aux dons pour Nicolas, responsable d'un magasin Geox à Strasbourg, qui a refusé à une intérimaire musulmane portant un voile d'entrer dans son établissement. L'acte islamophobe avait été filmée et diffusée sur les réseaux sociaux. Ni une, ni deux : Messiha a sauté sur l'occasion pour faire augmenter le racisme tout en remplissant son portefeuille. La page recueille 60.000 euros en quelques jours... et n'a jamais été versée au commerçant. Messiha riposte : «Nicolas ne s'est jamais manifesté pour que l'on puisse l'ajouter comme bénéficiaire de la cagnotte». Étonnant hasard.

Au-delà de ces manœuvres, chaque don laisse une trace : une identité, une adresse mail et, de fait, une affiliation

politique. Une base de données qui vaut de l'or, peut-être plus que les dons eux-mêmes, que Messiha pourra revendre aux partis d'extrême droite, ou utiliser pour sa carrière.

360.000€ d'emploi fictif au Ministère des Armées

Vous pensiez arriver au bout de l'ignominie ? Ce n'est pas fini. Avant de sillonner les plateaux de télévision, Messiha était haut fonctionnaire du Ministère des Armées. Lorsqu'il rejoint l'équipe de campagne de Marine Le Pen en 2017 il devait, théoriquement, quitter son poste. Mais non, le Ministère a continué à lui verser son gros salaire. Selon Médiapart, le propagandiste touchait alors 6.000 euros par mois d'argent public sans travailler, sans compter les primes annuelles. Entre 2017 et 2021, il n'a pas traité le moindre dossier, et tout le monde le savait en interne, révélait le journal. 5 ans d'emploi fictif à 6000€ par mois, c'est 360.000€ d'argent public détournés.

Disons les choses clairement : l'État français a subventionné un fasciste pour qu'il puisse faire campagne pour le RN. Et le fameux «devoir de réserve» ? Inexistant pour Messiha. Imaginez un haut fonctionnaire qui tiendrait quotidiennement des discours d'extrême gauche dans les médias ? Impensable. Il serait viré le jour même. La hiérarchie du Ministère était donc complice.

Décidément, la note financière et politique d'un individu aussi maléfaisant coûte cher à la société.